



Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants

Mise à jour : 27 juillet 2005

Présentation du cadre d'emplois

Principales fonctions des éducateurs de jeunes enfants

1 – PRÉSENTATION DU CADRE D'EMPLOIS

Le cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants, classé en catégorie B, relève de la filière médico-sociale, secteur social.

Il comprend les grades d'éducateur de jeunes enfants, d'éducateur principal de jeunes enfants et d'éducateur chef de jeunes enfants.

2 – PRINCIPALES FONCTIONS

Les éducateurs de jeunes enfants sont des fonctionnaires qualifiés chargés de mener des actions qui contribuent à l'éveil et au développement global des enfants d'âge préscolaire.

Ils peuvent avoir pour mission, en liaison avec les autres travailleurs sociaux et avec l'équipe soignante, de favoriser le développement et l'épanouissement des enfants de six ans au plus qui se trouvent pour un temps plus ou moins long hors de leur famille ou qui sont confiés à un établissement ou à un service de protection de l'enfance. Ils peuvent également exercer leurs fonctions dans un établissement ou service d'accueil des enfants de moins de six ans dans les conditions fixées par les articles R.180 et suivants du code de la santé publique.

Conditions générales pour avoir la qualité de fonctionnaire

Ces conditions sont au nombre de 5 :

- 1 - posséder la nationalité française ou celle de l'un des autres États membres de la Communauté européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen,
- 2 - jouir de ses droits civiques dans l'État dont on est ressortissant,
- 3 - ne pas avoir subi une condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions,
- 4 - être en position régulière au regard des obligations de service national de l'État dont on est ressortissant,
- 5 - remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice des fonctions.

Conditions particulières et modalités d'accès au cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants

Le recrutement dans ce cadre d'emplois intervient après inscription sur une liste d'aptitude établie à l'issue d'un concours sur titres avec épreuves.

1 – CONDITIONS D'INSCRIPTION AU CONCOURS SUR TITRES AVEC ÉPREUVES

Peuvent se présenter à ce concours les candidats titulaires du diplôme d'État d'éducateur de jeunes enfants.

Diplômes européens :

Il appartient aux candidats titulaires d'un diplôme délivré dans un État de la Communauté européenne ou dans un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France, de demander l'assimilation de leur diplôme à un diplôme national à la commission instituée à cet effet auprès du ministre chargé des collectivités locales (décret n°94-743 du 30 août 1994 modifié).

Cette demande doit être formulée auprès de la commission **au plus tard à la date de clôture des inscriptions au concours**.

La demande doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception auprès du secrétariat de la commission, à l'adresse suivante : Ministère de l'intérieur, Direction générale des collectivités locales - Bureau F.P.1 - Secrétariat de la Commission d'assimilation des diplômes européens (FPT) - Place Beauvau - 75800 Paris Cedex 08.

A l'appui de la demande d'assimilation, le candidat fournit une copie du diplôme dont il est titulaire et, le cas échéant, sa traduction en français par un traducteur assermenté. Il précise le niveau de recrutement et la durée des études concernant son diplôme, ainsi que l'autorité organisatrice du concours.

A la demande de la commission, il fournit tous éléments de nature à éclairer la commission en vue de l'examen de sa demande d'assimilation (arrêté ministériel du 20 janvier 1999).

2 – ÉPREUVES DU CONCOURS

Le concours sur titres avec épreuves comporte une épreuve d'admission et une épreuve d'admissibilité.

• Épreuve d'admissibilité :

L'épreuve écrite d'admissibilité consiste en la rédaction d'un rapport établi à partir d'un dossier portant sur une situation en relation avec les missions du cadre d'emplois concerné, et notamment la déontologie de la profession (3 heures ; coefficient 1).

Précision : *Le rapport est une synthèse, réalisée à partir des seuls éléments du dossier, qui doit informer précisément le destinataire sur le sujet. Il ne s'agit ni d'une dissertation sur le sujet proposé, ni d'un résumé du dossier. Le rapport constitue un document organisé, intégralement rédigé, respectant les règles de présentation communes aux différentes épreuves de synthèse (note, rapport...).*

• Épreuve d'admission :

L'épreuve orale d'admission consiste en un entretien avec le jury permettant d'apprécier la motivation du candidat et son aptitude à exercer sa profession dans le cadre des missions dévolues au cadre d'emplois concerné (20 minutes ; coefficient 2).

Précision : *Cet entretien permet au jury d'évaluer la motivation et les compétences professionnelles du candidat, ainsi que sa connaissance de l'environnement institutionnel au sein duquel il exerce son métier ; il requiert également du candidat une connaissance de l'actualité sanitaire et sociale.*

Il est attribué à chaque épreuve une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'épreuve d'admissibilité entraîne l'élimination du candidat. Tout candidat qui ne participe pas à l'une des épreuves obligatoires est éliminé.

Seuls les candidats déclarés admissibles par le jury peuvent être autorisés à se présenter à l'épreuve d'admission.

**Les sujets des épreuves écrites des sessions précédentes des concours
sont consultables sur le site internet www.cig929394.fr**

Recrutement après concours

Le recrutement en qualité d'éducateur de jeunes enfants intervient après inscription sur une liste d'aptitude établie après concours.

1 – INSCRIPTION SUR LA LISTE D'APTITUDE ET DURÉE DE VALIDITÉ DE LA LISTE D'APTITUDE

Chaque concours donne lieu à l'établissement, par l'autorité organisatrice du concours, d'une liste d'aptitude classant par ordre alphabétique les candidats déclarés aptes par le jury. Un lauréat de concours ne peut figurer que sur une seule liste d'aptitude d'accès au même grade d'un cadre d'emplois.

1.1 – Inscription sur la liste d'aptitude :

L'inscription sur la liste d'aptitude est donc automatique en cas de réussite, sauf si le lauréat est déjà inscrit sur une autre liste d'aptitude du même cadre d'emplois, auquel cas il doit opter pour l'une ou l'autre liste.

Ainsi, en cas de réussite simultanée à un même concours dans deux centres de gestion différents, le lauréat adresse à l'autorité organisatrice de chacun des concours, dans le délai de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision d'opter pour son inscription sur la liste d'aptitude choisie et de renoncer à l'inscription sur l'autre liste.

La liste d'aptitude mentionne les coordonnées personnelles des lauréats qui en ont autorisé expressément la publication.

1.2 – Durée de validité de la liste d'aptitude :

La durée de validité de la liste d'aptitude est d'un an ; elle est reconduite d'une année voire de deux années pour les lauréats non nommés. Toutefois, pour bénéficier d'une réinscription sur la liste d'aptitude pour une deuxième et une troisième année, le lauréat doit en faire la demande, par courrier recommandé avec accusé de réception, un mois avant le terme de la première année et de la deuxième année.

Le décompte de la période de trois ans est suspendu, le cas échéant, durant l'accomplissement des obligations du service national, ou en cas de congé parental ou de maternité. Pour bénéficier de cette disposition, le lauréat doit adresser une demande au centre de gestion accompagnée de justificatifs.

2 – RECRUTEMENT :

L'inscription sur la liste d'aptitude ne vaut pas recrutement.

L'inscription sur une liste permet de postuler auprès des collectivités territoriales : communes, départements, régions et leurs établissements publics (à l'exception de la ville de Paris qui a un statut particulier).

La recherche d'emploi relève d'une démarche personnelle du lauréat qui pourra adresser des candidatures spontanées aux collectivités (lettre de motivation et CV).

Cependant, le centre de gestion facilite la recherche d'emploi des lauréats qui le souhaitent, ceux-ci ayant la possibilité, sur le site internet du centre de gestion (www.cig929394.fr) ou sur celui des centres de gestion (www.centresdegestion.org) ou sur le serveur télématique accessible par le 36.14, code : Centresdegestion :

- de consulter les offres d'emploi proposées par les collectivités,
- de faire figurer leurs coordonnées personnelles sur la liste d'aptitude, facilitant ainsi la prise de contact par les collectivités,
- de faire connaître aux collectivités leur C.V. et leurs souhaits professionnels et géographiques, en adressant au centre de gestion leur demande d'emploi qui sera diffusée sur internet et le minitel.

Remarque : Les listes d'aptitude ont une validité nationale. Toutefois, les concours organisés par le CIG de la Petite Couronne visent en priorité à répondre aux besoins de recrutement des collectivités et établissements publics affiliés (ou conventionnés pour l'organisation de concours) des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

En cas de recrutement dans une collectivité ou un établissement public ne relevant pas de ces départements, celle-ci ou celui-ci devra s'acquitter du «coût du lauréat», lequel correspond à une participation aux frais d'organisation du concours.

Ce coût du lauréat n'est toutefois pas dû par les collectivités ayant passé convention avec le centre de gestion de la petite couronne, soit par l'intermédiaire de leur propre centre de gestion, soit directement.

3 – NOMINATION ET TITULARISATION

3.1 – Nomination en qualité de stagiaire :

Lors de son recrutement, le lauréat inscrit sur une liste d'aptitude est nommé en qualité d'éducateur de jeunes enfants stagiaire.

Le stage est une période probatoire qui a pour but de vérifier l'aptitude à l'exercice des fonctions.

La durée statutaire du stage est fixée à un an.

Cette période de stage peut être, à titre exceptionnel, prolongée d'une durée maximale d'un an, par l'autorité territoriale et après avis de la commission administrative paritaire.

3.2 – Titularisation :

La titularisation intervient à l'issue du stage, éventuellement prolongé, par décision de l'autorité territoriale.

Lorsque la titularisation n'est pas prononcée, le stagiaire est soit licencié s'il n'avait pas auparavant la qualité de fonctionnaire, soit réintégré dans son cadre d'emplois, corps ou emploi d'origine s'il était déjà titulaire d'un grade.

Le refus de titularisation est également soumis à l'avis de la commission administrative paritaire.

Déroulement de carrière

Les éducateurs de jeunes enfants sont susceptibles au cours de leur carrière de bénéficier d'un avancement, au grade d'éducateur principal de jeunes enfants et au grade d'éducateur-chef de jeunes enfants.

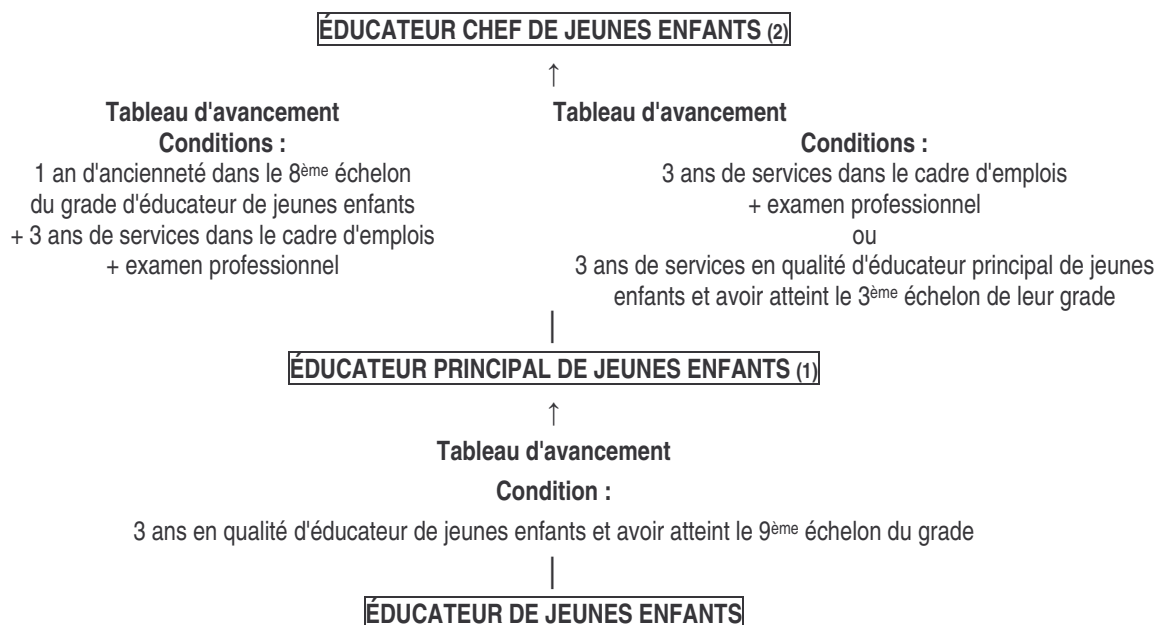
Sous réserve de l'existence d'un poste vacant, la nomination au grade supérieur est prononcée par l'autorité territoriale, après inscription sur un tableau annuel d'avancement, établi par ordre de mérite après avis de la commission administrative paritaire, soit au choix, soit après examen professionnel, et dans le respect de la règle des quotas.

Ainsi, le nombre des éducateurs principaux de jeunes enfants est limité à 25% du nombre des éducateurs de jeunes enfants et des jeunes enfants principaux, tandis que le nombre des éducateurs chefs de jeunes enfants est limité à 15% des effectifs du cadre d'emplois.

Dans le cadre de l'avancement de grade, la durée de validité de l'examen professionnel n'est pas limitée. Le fonctionnaire ne peut être promu que tant qu'il est inscrit sur le tableau d'avancement. Toutefois, le nombre de réinscriptions sur un tableau annuel d'avancement n'est pas limité.

Aussi, un fonctionnaire qui ne serait pas promu au titre d'un tableau annuel d'avancement, peut être réinscrit sur un ou plusieurs tableaux successifs, si l'autorité territoriale le décide ainsi.

Les fonctionnaires promus sont classés à l'échelon comportant un indice égal ou à défaut immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient antérieurement. Leur ancienneté d'échelon est conservée, dans la limite de l'ancienneté maximale exigée pour une promotion à l'échelon supérieur, sous réserve que le gain indiciaire brut retiré de leur nomination soit inférieur à celui qui aurait résulté d'un avancement d'échelon dans leur ancien grade.



(1) Le nombre des éducateurs principaux de jeunes enfants est limité à 25% du nombre des éducateurs de jeunes enfants et éducateurs principaux de jeunes enfants.

(2) Le nombre des éducateurs chefs de jeunes enfants est limité à 15% des effectifs du cadre d'emplois.

Rémunération

Traitement brut mensuel au 1^{er} juillet 2005 :

- d'un éducateur de jeunes enfants en début de carrière : 1 363,08 € (indice majoré 307)
- d'un éducateur principal de jeunes enfants, en fin de carrière : 2 215,56 € (indice majoré 499)
- d'un éducateur chef de jeunes enfants, en fin de carrière : 2 366,52 € (indice majoré 533)

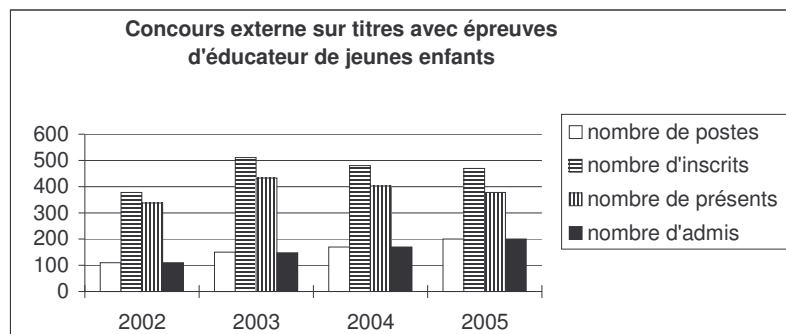
Au traitement s'ajoutent l'indemnité de résidence (3% du traitement brut en région parisienne) et le cas échéant, le supplément familial.

Dans le cadre du régime indemnitaire de la filière médico-sociale, les membres de ce cadre d'emplois peuvent bénéficier d'une prime de service.

Ils peuvent également bénéficier d'une nouvelle bonification indiciaire (NBI), notamment s'ils assurent la direction d'établissements d'accueil de la petite enfance ou s'ils exercent leurs fonctions en zone urbaine sensible (66,60 € bruts/mois).

Statistiques

	2002	2003	2004	2005
nombre de postes	110	150	170	200
nombre d'inscrits	377	511	480	469
nombre de présents	337	433	402	378
nombre d'admis	110	148	170	200
Taux de réussite	33%	34%	42%	53%
taux d'absentéisme	11%	15%	16%	19%



Références réglementaires

- **Décret n°95-31 du 10 janvier 1995** modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants.
- **Décret n°95-32 du 10 janvier 1995** modifié portant échelonnement indiciaire applicable aux éducateurs territoriaux de jeunes enfants.
- **Décret n°93-398 du 18 mars 1993** modifié relatif aux conditions d'accès et aux modalités d'organisation des concours sur titres pour le recrutement notamment des éducateurs territoriaux de jeunes enfants.
- **Arrêté ministériel du 18 mars 1993** modifié relatif aux modalités d'organisation de l'examen professionnel d'accès au grade d'éducateur chef de jeunes enfants.

Si vous souhaitez consulter ces textes ou bien encore obtenir des renseignements complémentaires sur le statut des éducateurs territoriaux de jeunes enfants, vous pouvez consulter sur minitel la banque de données BIP (Banque d'information sur le personnel territorial) librement accessible par le 3617 code BIP.

- **Sélectionnez la rubrique «STATUT» en tapant Sta ou 2 du sommaire.**

- Pour obtenir les textes, tapez le code de la manière suivante :

Exemple : tapez DE100195 pour consulter le décret du 10 janvier 1995.

Le code comprend :

- l'abréviation de la nature du texte : Décret : DE Arrêté Ministériel : AM
- la date dans l'ordre suivant : jour, mois, année.

- Pour obtenir les fiches de renseignements, tapez le nom des codes mentionnés en gras ci-dessous :

ÉDUCATEUR TERRITORIAL DE JEUNES ENFANTS

- recrutement
- stage et titularisation
- avancement et promotion
- échelle indiciaire et durée de carrière des éducateurs territoriaux de jeunes enfants

CAEDJE

REEDJE

STEDJE

AVEDJE

ECH342